

## Pour la CFE-CGC, le pouvoir d'achat doit stimuler la consommation

### En ce milieu d'année, les chiffres de la croissance ne sont pas bons :

Toutes les composantes de l'économie française sont en rouge : déficit commercial record, production industrielle en baisse, investissements dans l'industrie en chute libre, chômage qui grimpe. L'économie française a détruit autant d'emplois salariés au premier semestre 2009 que sur toute l'année 2008. Le déficit annuel et la dette globale françaises devraient s'envoler cette année.

### Pour l'avenir, nous restons inquiets pour plusieurs raisons :

- Les prévisions sont encore inquiétantes malgré quelques signes de reprise.
- Au niveau européen, la récession touche pratiquement tous les pays et plus particulièrement l'Allemagne dont l'économie est principalement « tirée » par les exportations.
- La situation du marché de l'emploi continue de se détériorer : 8,5 millions d'emplois seraient ainsi supprimés dans l'Union Européenne en 2009-2010. Le taux de chômage à 9,4 % pour l'UE et 9,5 % en France  
L'impact du plan de relance ne se ferait sentir qu'en 2010. Or, c'est bel et bien aujourd'hui que l'économie française a besoin d'être soutenue. **La CFE-CGC demande un plan de relance de l'économie équilibrant l'investissement et la consommation.** On sait que la consommation est devenue le seul moteur de la croissance ces dernières années en France. Une relance par le pouvoir d'achat a des effets immédiats : elle est complémentaire avec la relance par l'investissement, qui a des effets plus durables mais prend plus de temps à se déployer.  
Le gouvernement propose la création d'un emprunt national pour financer des priorités stratégiques pour l'avenir.
- Les disparités dans l'ampleur et dans le contenu des relances posent de sérieux problèmes de cohérence en Europe. Il faut donc intensifier les coordinations et coopérations en Europe. La mise en place d'un véritable budget européen est nécessaire. Une harmonisation fiscale et sociale est indispensable pour que les États membres puissent instaurer une concurrence loyale et élever progressivement leurs législations vers des normes de qualité garantissant le meilleur niveau possible de protection des consommateurs, des travailleurs et de l'environnement.

.../...



### Notre économie doit surmonter ses handicaps structurels :

- La France doit développer une politique industrielle ambitieuse, de plus en plus coordonnée à l'échelle européenne. La recherche et la politique d'appui à l'innovation doivent accompagner cette stratégie.
- Le pouvoir d'achat doit stimuler la consommation. Pourtant, les augmentations de salaires seraient d'un niveau historiquement bas cette année (2,8 %) et risquent de l'être encore plus l'an prochain.  
C'est toute la problématique du partage équitable des richesses. Il y a matière à discussion, car si on se réfère au rapport Cotis, la part des salaires dans la valeur ajoutée représente 65 %, le reste allant à la rémunération du capital. Et cette répartition est presque inchangée depuis la deuxième moitié des années 80. Il apparaît tout aussi clairement que, d'une part, la part des dividendes dans les profits des sociétés a connu une augmentation notable depuis 15 ans et, que, d'autre part, les inégalités de salaires et de revenus se sont nettement accrues.
- La formation professionnelle et la formation continue restent des facteurs clefs pour la réussite de l'entreprise, la recherche de gain de compétitivité et le développement de l'emploi qualifié.

